

Contre le séparatisme, plus de mixité dans les collèges !

Des *babtous*, des *kahlouchs*, des *rebeus*... Les termes ne manquent pas pour décrire les populations qui habitent dans les banlieues des métropoles françaises.

Pourtant, derrière cette apparente "diversité", se cache en fait une terrible homogénéisation des habitants de ces territoires.

Car oui, comme le dit Emmanuel Macron, "*nous avons construit notre propre séparatisme. C'est celui de nos quartiers, c'est la ghettoïsation que notre République a laissé faire. Nous avons concentré les populations en fonction de leurs origines, de leurs milieux sociaux*".

40 ans de politique de la ville n'ont rien changé. Ou plutôt si : Les choses ont empiré pour les collégiens. Car avec la sectorisation, les enfants des quartiers populaires vont tous dans des collèges de quartiers populaires, et la ségrégation urbaine amplifie ainsi une ségrégation scolaire.

Chaque année, ce sont des dizaines de milliers de collégiens qui sont en cours en vase clos, n'échangeant qu'avec des camarades de leurs milieux et de leurs origines. Comment s'étonner alors que dans des quartiers où 80% des gens sont issus de l'immigration, il soit difficile à la République de faire partager ses valeurs.

Pourtant des solutions existent et des expériences l'ont prouvé. A Toulouse, à Paris, des modifications de la carte scolaire ont permis d'améliorer le niveau de mixité sociale, à défaut de mesurer la mixité d'origine. De la démolition/reconstruction d'un collège ghetto à la mise en place de secteurs multi-collèges, il est possible d'agir et de permettre aux jeunes de faire l'expérience de l'altérité durant leur scolarité.

Mais seulement si les élus locaux le veulent bien ! Car la loi qui permet de modifier les secteurs de recrutement des collèges "*lorsque cela favorise la mixité sociale*", laisse l'initiative aux conseils départementaux. Et on peut concevoir que, par peur de froisser leur électeurs, ces élus hésitent à prendre de telles initiatives...

Le projet de loi "*visant à conforter les principes républicains*" ambitionne de lutter contre le séparatisme, mais la question de la mixité dans les collèges n'est même pas évoquée. Il est indispensable que le parlement corrige cet oubli et rende la prise en compte du critère de mixité sociale et d'origine obligatoire pour redéfinir les périmètres scolaires des collèges.

Nous ne changerons pas rapidement la sociologie des quartiers, mais donnons au moins à tous les collégiens de France la chance de grandir, un peu, ensemble.

Pour l'association No Ghetto
Khady Reuzzi,
Fazia Ouatah,
Farid Ben Moussa
no-ghetto.fr